



ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL COMPOSÉ DES COMMUNES DE

Clichy-sous-Bois, Coubron, Gagny, Gournay-sur-Marne, Le Raincy,  
Les Pavillons-sous-Bois, Livry-Gargan, Montfermeil, Neuilly-Plaisance,  
Neuilly-sur-Marne, Noisy-le-Grand, Rosny-sous-Bois, Vaujours, Villemomble

Membres en exercice : 80  
Présents : 54  
Pouvoirs : 17

CT2017/12/19-14

**CONSEIL DE TERRITOIRE**  
**SÉANCE DU 19 DECEMBRE 2017 À 20H**

**Délibération CT2017/12/19-14 – Fixation des modalités relatives aux frais de déplacement des agents de l'Etablissement public territorial**

**Rapporteur : Michel TEULET, Président**

**DATE DE CONVOCATION** : Mercredi 13 décembre 2017

**PRÉSIDENCE** de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

**LIEU DE RÉUNION** : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160).

**PRÉSENTS** : Mmes, MM. AMERICO Michel, AMORE Félicité, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BENTAHAR Abdelkader, BODIN Roger, BOUCHER Martine, BOUDJEMAI Kaïssa, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Hélène, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, DESHOQUES Monique, DUFFRENE Sylvie, FICCA Grégory, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GUILBERT Georges, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MALJEAN Jean-Pierre, MARSIGNY Brigitte, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MAUPOUSSIN Stéphanie, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques, RATEAU Chantal, REYGNAUD Marie-Françoise, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TEULET Michel, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

**ABSENTS/POUVOIRS** : Mmes, MM. ALLEMON Eric, AMOZIGH Joëlle (pouvoir à AMORE Félicité), BORDES Roselyne, BOURICHA Fayçale (pouvoir à DELORMEAU Christine), BOUVARD Jacques (pouvoir à BOYER Jean-Pierre), CALVEAU Michèle, DALLIER Philippe, EPINARD Serge (pouvoir à MIERSMAN Michel), FAUBERT Jacques (pouvoir à LE TALLEC Bernard), FAUCONNET Jean-Paul, GRANDIN Gaëtan (pouvoir à ROY Patrice), HELENON Joëlle (pouvoir à MARSIGNY Brigitte), ITZKOVITCH Ivan, JARDIN Anne (pouvoir à MAUPOUSSIN Stéphanie), LELLOUCHE Nicole (pouvoir à BOUDJEMAI Kaïssa), MAGE Pierre-Etienne (pouvoir à PIETRASZEWSKI Jean-Jacques), MAHEAS Jacques (pouvoir à MALJEAN Jean-Pierre), MANTEL Aurelie, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à FICCA Grégory), PELLISSIER André (pouvoir à MARTINACHE François), PRUDHOMME Gérard, SARDA Patrick (pouvoir à COPPI Katia), TAYEBI Samira (pouvoir à KLEIN Olivier), TESTA Michel (pouvoir à MARTINS Marylise), THIBAUT Magalie, TORO Ludovic (pouvoir à TEULET Michel)

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Hélène CALMEJANE

**LE CONSEIL DE TERRITOIRE,**

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

**VU** le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

**VU** le code général des collectivités territoriales,

**VU** la loi n°83-634 d 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** la loi n°84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

**VU** le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat et ses articles 3 et 10,

**VU** le décret n°2007-450 du 25 mars 2007 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses publiques locales,

**VU** l'arrêté du 3 juillet 2016 fixant le taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

**VU** l'arrêté du 26 août 2008 portant modification de l'arrêté du 3 juillet 2016 fixant le taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

**VU** l'avis du Comité technique en date du 18 décembre 2017,

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à chaque assemblée délibérante de fixer les modalités de prise en charge des frais de déplacements des agents,

**Après en avoir délibéré,**

- **A l'unanimité**

**DÉCIDE** de prendre en charge les frais engagés à l'occasion d'un déplacement temporaire dans les conditions définies ci-après.

**DIT** que les agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public ou de droit privé, les apprentis, les stagiaires écoles ou universitaires, peuvent prétendre sous certaines conditions et dans certaines limites, à la prise en charge des frais suivants, lorsqu'ils ont été engagés à l'occasion d'un déplacement temporaire :

- Frais de repas et d'hébergement, indemnités sous la forme d'indemnité de mission ou d'indemnités de stage
- Frais de transport

**DIT** que les frais sont pris en charge par l'EPT sous couvert de la production d'état de frais et de l'établissement en amont du déplacement d'un ordre de mission.

**DIT** que les frais engagés sont pris en charge à l'occasion des déplacements temporaires effectués dans les cas suivants :

- L'agent placé en mission. L'agent en service se déplace pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale. L'agent doit détenir un ordre de mission préalable à son déplacement signé par l'autorité territoriale ou son délégataire. A ce titre, il peut bénéficier de la prise en charge de ses frais de transports ainsi que de la prise en charge des frais de repas et d'hébergement sous la forme d'indemnité de mission.
- L'agent qui se déplace, hors de sa résidence administrative et de sa résidence familiale pour suivre une action de formation continue ou de formation initiale peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transport et de ses frais de repas et d'hébergement sous la forme d'indemnité de stage dans le cadre de la formation initiale ou d'indemnité de mission dans le cadre de la formation continue et ce sous couvert de la non prise en charge par l'organisme de formation de ces mêmes frais.

La notion de résidence administrative désigne le territoire de la commune sur lequel se situe, à titre principal, le service d'affectation de l'agent.

La notion de résidence familiale désigne le territoire de la commune de domicile de l'agent.

- L'agent appelé à se présenter aux épreuves d'admissibilité ou d'admission d'un concours d'une sélection ou d'un examen professionnel organisé par l'administration hors de ses résidences administrative et familiale peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transport entre l'une de ses résidences et le lieu de convocation.

Cette prise en charge est limitée à un aller-retour par année civile. Il peut être fait exception à cette limitation dans le seul cas où l'agent se présente à des épreuves d'admission d'un concours, dans ce cadre les frais de transport pourront être pris en charge deux fois par année civile, une première fois à l'occasion des épreuves d'admissibilité et une fois à l'occasion des épreuves d'admission du même concours, ou examen professionnel.

- Le remboursement des frais de transport du corps de l'agent décédé au cours d'un déplacement temporaire sera pris en charge, sur présentation des pièces justificatives, après demande présentée par la famille dans un délai d'un an à compter du décès.

**DIT** que par principe les déplacements dans le cadre des missions s'effectueront en priorité avec les véhicules de service et en transports en commun.

**DIT** que le service qui autorise le déplacement doit choisir le moyen de déplacement le moins cher et lorsque l'intérêt du service l'exige, le plus adapté à la nature du déplacement. Le mode normal de déplacement temporaire est l'utilisation des transports en commun. Cependant l'utilisation d'un véhicule personnel est autorisé si l'intérêt du service le justifie.

**DIT** que le remboursement des frais s'effectue comme suit :

- *Frais d'hébergement et de restauration :*

Les taux des indemnités de missions applicables fixées par l'arrêté du 3 juillet 2016 sont les suivants : 15,25 euros par repas et un taux maximal de remboursement des frais d'hébergement de 60 euros par nuit.

Le remboursement des frais de repas du midi et du soir réellement engagés par l'agent est effectué sur présentation de justificatifs, dans la limite de 15,25 euros par repas et 60 euros pour les frais d'hébergement. L'indemnité de repas ou d'hébergement ne sera pas versée quand l'agent est nourri et logé gratuitement.

- *Frais de transports :*

Les frais de transports font l'objet d'une indemnisation soit sur la base du tarif de transport public de voyageurs le moins cher, soit sur la base d'indemnités kilométriques.

Des frais d'utilisation des parcs de stationnement et de péage d'autoroute, sur présentation des pièces justificatives, sont remboursés quand l'intérêt le justifie.

Aucune indemnisation n'est possible pour les dommages subis par le véhicule, ni au titre du remboursement des dépenses liées au véhicule.

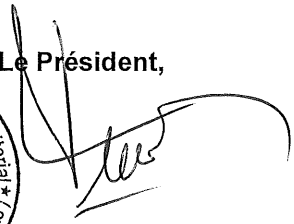
Les indemnités kilométriques correspondent à un montant alloué par kilomètre à l'agent utilisant son véhicule personnel pour les besoins du service. Ce montant dépend de la puissance fiscale et de la distance parcourue. Le taux des indemnités kilométriques est défini actuellement par l'arrêté du 26 août 2018 qui a modifié l'arrêté du 3 juillet 2016.

L'autorité territoriale pourra autoriser, lorsque l'intérêt du service le justifie, le remboursement des frais d'utilisation d'un taxi sur production des pièces justificatives.

**DIT** que la dépense est prévue au budget principal et au budget assainissement.

**AUTORISE** le Président à signer toutes pièces de nature administrative ou financière relatives à l'exécution de la présente délibération.

*Ainsi fait et délibéré en séance, le 19/12/2017.*


  
**Le Président,**
  

  
**Michel TEULET**

Le Directeur général des services,  
par délégation du Président,  
certifie le caractère exécutoire du présent  
acte reçu en Préfecture le

**27 DEC. 2017**

Affiché - Notifié le  
Le Directeur général des services,  
Guillaume Clédière

